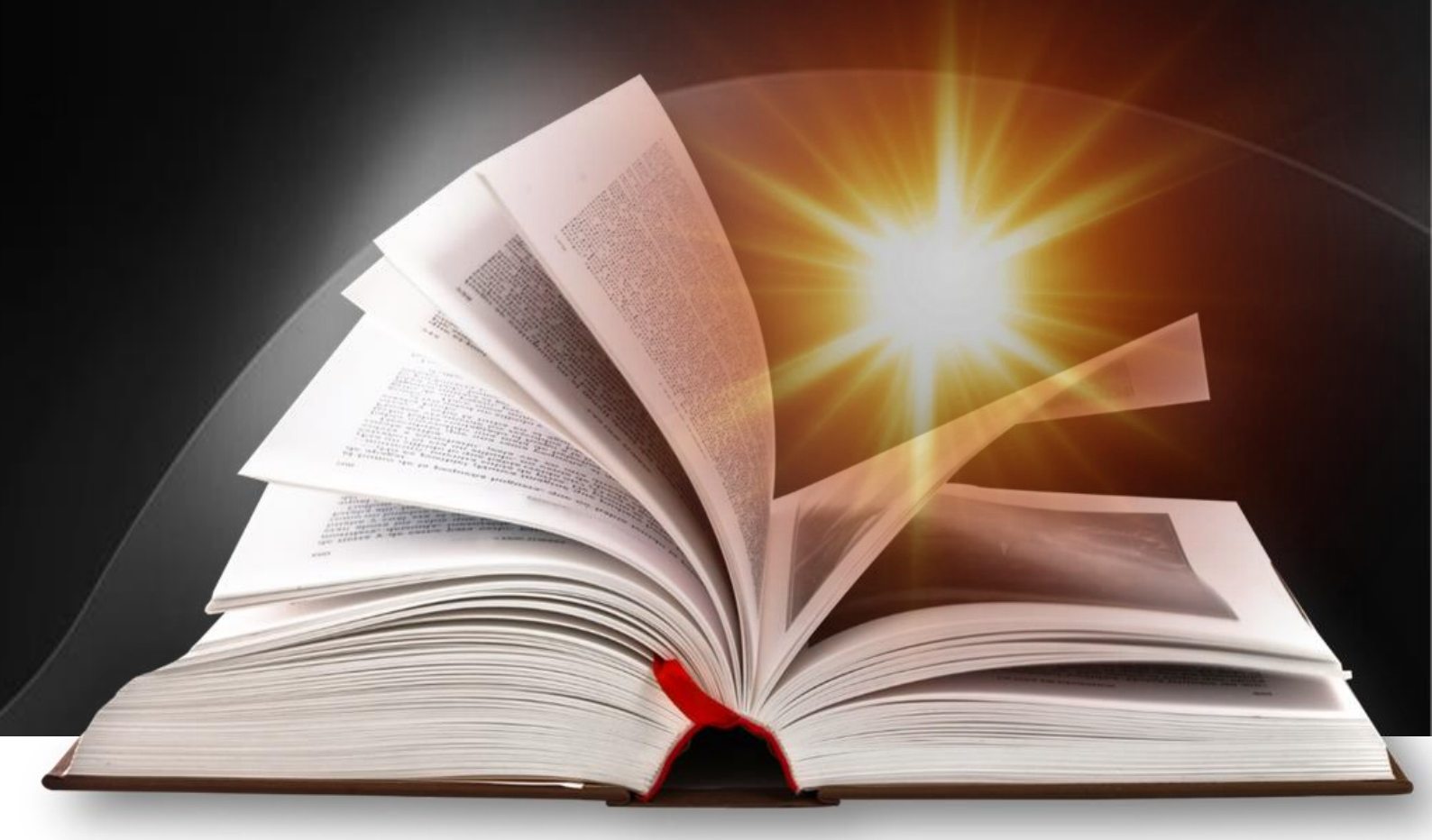
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

RPJ

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 4, n°1, Janvier- Avril 2025

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Les déterminants du financement des petites et moyennes industries (PMI) par les établissements publics : esquisse du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)

[The Determinants of financing small and medium industries (smis) by public institutions: An Outline of the Industry Promotion Fund (FPI)]

MISONSO MUTUNGU Mardochée
Université de Likasi/RD Congo
NGOY MUSONGELA Jeansy
Université de Likasi/RD Congo
Email : jeansymus@gmail.com

ISSN

: 2790-6248

: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA

Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)

ISSN : 2790-6248

e-ISSN : 2790-6256

© Editions Lumumba - APANAEFJ

Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont répertoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

– Pan African Youth Journal –

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre

Prix du numéro : 45 USD

Abonnement annuel : 100 USD

Version numérique disponible sur : www.afriscience.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :

@editionslumumba | @afriscience

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une ferveur renouvelée et un sens aigu de notre responsabilité intellectuelle que nous vous convions à franchir les portes de cet espace unique, dédié à la célébration de l'intelligence et de la créativité africaines dans toute leur splendeur. La **Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)** se positionne ici comme un carrefour où se croisent réflexion académique et innovation pragmatique, dans une quête inlassable de réponses aux défis multiformes de notre époque.

Dans un monde en constante mutation, cette revue se veut une boussole, orientant les esprits curieux vers des territoires inexplorés de la pensée critique. Chaque article, chaque réflexion, chaque témoignage publié dans ces pages transcende les barrières géographiques et culturelles, tissant une toile intellectuelle où l'Afrique dialogue avec le reste du monde. Loin des visions simplistes et uniformisantes, cette revue offre une lecture plurielle et nuancée, où la diversité des perspectives est érigée en moteur de compréhension et de transformation.

Ce numéro particulier s'inscrit dans une dynamique audacieuse : celle de faire rayonner non seulement l'ingéniosité scientifique, mais également la richesse des expériences humaines qui en sont le socle. À travers des contributions d'une rigueur exemplaire, nos auteurs dévoilent des idées qui jaillissent des contextes de résilience et d'espoir, et qui trouvent leur force dans l'intersection de disciplines, de cultures et de visions. Ces pages témoignent d'une Afrique en mouvement, une Afrique créative et porteuse de solutions pour un avenir plus inclusif et durable.

Loin d'être un simple réceptacle de savoirs, cette revue est un espace vivant, animé par une communauté d'auteurs, de chercheurs et de penseurs qui s'engagent à poser des jalons pour le développement scientifique et social. Ensemble, ils bâtissent des ponts entre l'universel et le particulier, entre le local et le global, démontrant que l'innovation africaine est non seulement pertinente, mais essentielle à l'évolution des sociétés contemporaines.

Notre comité éditorial, appuyé par une équipe scientifique d'excellence, veille à garantir une qualité irréprochable à chaque publication. Ce travail collaboratif, empreint de rigueur et d'éthique, reflète notre ambition de faire de la RPJ un vecteur de transformation sociale et une tribune où les voix africaines s'expriment avec force et conviction. Chaque numéro est une invitation à repenser les paradigmes dominants, à déconstruire les stéréotypes, et à envisager de nouvelles façons de concevoir le rôle de l'Afrique dans le monde.

Alors que vous parcourez ces pages, nous espérons que vous serez saisi(e)s par l'ampleur des idées, la profondeur des analyses et la portée des visions qui y sont présentées. Plus qu'une lecture, cette revue est une expérience, une immersion dans un univers où la science et la pensée critique façonnent les contours d'un avenir prometteur.

Plongez dans cette aventure intellectuelle, où l'Afrique se réinvente et inspire le monde. Ensemble, poursuivons le rêve d'un continent qui, par sa richesse intellectuelle et sa créativité, se hisse au rang des acteurs incontournables de la réflexion mondiale.

Bonne lecture et bienvenue dans cet univers d'idées, d'innovations et de découvertes !

L'équipe éditoriale

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : M. Josué Lwamba, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo, RD Congo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Responsable de la publication en ligne : M. Mayou Nkensa, Cameroun

Comité scientifique :

- Dr. Abdoulaye OUEDRAOGO, PhD en Gestion de Projets, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) au Burkina Faso, Burkina Faso
- Dr. Abi-Kaberou Gildas, PhD en Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure (ENS/Porto-Novo) et à l'Institut de Psychologie de Travail et des Organisations (PTO), Bénin
- Dr. Adaba Koffi Amessou, PhD en Sociologie (Sociologie Politique), Université de Lomé, Togo
- Dr. Adrien Mazanga Nakunyi, PhD en Sciences de l'Education, Université Simon Kimbangu de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Akimou TCHAGNAOU, PhD en Sciences de l'Education et de la Formation, Université André Salifou de Zinder, Niger
- Dr. AMBOMBI EYOLO Azede Espoir, PhD en criminologie, PhD en pédagogie, en psychologie des organisations, Directeur de la chaire MBA, Afrikan campus, Formateur à l'école de police du Congo, Congo Brazza
- Dr. Amoussou Franck, PhD en Linguistique Anglaise Appliquée, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Andi Cudai Nur, PhD en Education, Makassar State University, Indonésie
- Dr. Ballo Drisa, PhD en Roman africain, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali
- Dr. Basile Mulwani Makelele, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Bernard Aristide BITOUGA, PhD en Anthropologie (Anthropologie sociale et culturelle), Université de Douala, Cameroun

- Dr. Bruno Duovany BEKOLO ENGOUDOU, PhD en ethnologie-anthropologie, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Carine Nadège BOUMA, PhD en Droit privé, Université de Bamenda, Cameroun
- Dr. Dédé Terence, PhD en Lettres, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Doba SORO, PhD en Anthropologie Sociologie, Université Polytechnique de Man, Côte d'Ivoire
- Dr. Dre NGONO OSSANGO PANGRACE, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du développement humain, Université de Yaoundé, Cameroun
- Dr. ESSOME LELE GIslain Arnaud, PhD en Langue et Linguistique espagnoles, option Sémiotique iconotextuelle, Asociación de Cervantistas ECLLA – Études du Contemporain en Littératures, Langues et Arts, UJM Saint-Étienne UFD LLSL – Littératures, Langues et Sciences du Langage, Univ. Maroua, Cameroun
- Dr. Fidélie NTSHIKALA MBUYA, PhD en Psychologie, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Fo-Koku D. Woameno, PhD en Littérature et civilisation américaine, Université de Lomé, Togo
- Dr. Gano Nouhou, PhD en Analyse du discours, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Dr. Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD en Sciences de l'éducation, Spécialité : Politiques éducatives (Éducation inclusive), Ecole Normale Supérieure/Koudougou, Burkina Faso
- Dr. Ilunga Bumute Christian, PhD en Psychologie, Université de Likasi, RD Congo
- Dr. Jean Pierre Kayembe Kayembe, PhD en Chimie, Rhodes University, South Africa
- Dr. Jeef TSHITAMBA KABALA, PhD en Sciences Politiques et Administratives, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. José NGOY WA NGOY TWITE, PhD en Psychologie du travail, spécialité : psychopathologie du travail, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. KONGUE Toyindou, PhD en Géographie, Option Géographie humaine, rurale et économique, Université de Lomé, Togo
- Dr. KONÉ PATRICE M'BÉTIEN, PhD en Criminologie, Université Félix Houphouet Boigny, Côte- d'Ivoire

- Dr. KOUADIO BAYA BOUAKI, PhD en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. KOUADIO Yao Adoman Francis, PhD en Sociologie politique, West Africa Social Science Laboratory, Côte- d'Ivoire
- Dr. Lago Blé Angelin, PhD en Histoire, Université Jean-Lorougnon Guede, Côte d'Ivoire
- Dr. Lokossou Bonaventure, PhD en audiovisuel et de l'information, de la communication, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Matthias Cinyabuguma, PhD en Economie, Banque mondiale, RD Congo
- Dr. MBANGI MBONZALE, PhD en sciences sociales, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. MBULA MUSASA M. Serge Caleb, PhD en Sciences (Géologie du Pétrole), Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa, RD Congo
- Dr. Metsena Ndjavoua, PhD en Histoire des Relations Internationales, Université de Maroua (Cameroun)/ Institut Universitaire de Développement International (IUDI), Cameroun
- Dr. Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD en Sciences Économiques et de gestion, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Dr. Moussa Coulibaly, PhD en Sciences du langage et de la Communication, Université Assane Seck de Ziguinchor du Sénégal, Sénégal
- Dr. Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD en santé, Santé publique, épidémiologie, biostatistique, recherche en santé, Hôpital de référence de Maradi, Niger
- Dr. Nebie Boukary, PhD en Sciences du Langage, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Dr. Ngala Ntumba Peter, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. NGOIE KAZIMINGI Patrick, PhD en Sciences de l'Education, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Ngoy Ndombe Alain, PhD en Droit, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Norbert Aimé MELINGUI AYISSI, PhD en Histoire, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Ntita Ntita Jean Christ, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Nyebe Atangana Sandrine, PhD en Sciences de l'Education, Membre du Laboratoire BONHEURS, CY Cergy Paris Université, Cameroun
- Dr. Outéndé TOUNDOU, PhD en Physiologie végétale, Agrophysiologie, fertilisation des sols, Université de Lomé, Togo

- Dr. Philippe KASONGO MALOBA TSHIKALA, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, Belgique
- Dr. Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, PhD en socio-anthropologie, andragogue et juriste, Association Internationale des Sociologues de Langue Française et du Centre d'Etudes et de Recherche en Education et Interventions Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin
- Dr. Richard Muimbi Kitumba, PhD en Droit, Université de Kabinda, RD Congo
- Dr. SAIDI Hicham, PhD en sciences économiques et gestion, Université Moulay Ismaïl, FSJES – Meknès, Maroc
- Dr. SIDIBÉ OUSMANE, PhD en Linguistique du Discours, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Dr. Tamia Jules-Amstrong, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du Travail et des Organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Xie Huifang, PhD en Sciences de l'Education, Université pédagogique d'Etat du Liaoning, Chine
- Prof. Dr. DIEU LOBA ARNAUD, Professeur titulaire CAMES, Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire.

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Les déterminants du financement des petites et moyennes industries (PMI) par les établissements publics : esquisse du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)

[The Determinants of financing small and medium industries (smis) by public institutions: An Outline of the Industry Promotion Fund (FPI)]

MISONSO MUTUNGU Mardochée
Université de Likasi/RD Congo
NGOY MUSONGELA Jeansy
Université de Likasi/RD Congo
Email : jeansymus@gmail.com

Résumé

Le financement constitue un levier important pour le développement des petites et moyennes industries (PMI), notamment dans les économies en développement comme celle de la République Démocratique du Congo. Ces entreprises, bien que créatrices d'emplois et de richesse, font face à d'importantes difficultés d'accès au crédit, en raison de leur faible formalisation, de garanties limitées et d'un environnement financier peu adapté. Notre étude qualitative, menée à Lubumbashi, s'appuie sur des entretiens et une analyse de contenu à l'aide du logiciel TROPES, pour identifier les déterminants du financement des PMI par les établissements publics, particulièrement le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI). Les résultats révèlent un taux de financement très bas (30 % en moyenne entre 2018 et 2022) et un recours majoritaire aux sources informelles. La perception de risque par les banques, l'insuffisance d'outils d'analyse adaptés aux microentreprises, ainsi que la faible implication des institutions formelles constituent les principaux freins. Ce travail souligne l'importance de repenser les politiques de financement public pour assurer un meilleur accompagnement des PMI.

Mots-clés : Financement, PMI, Lubumbashi, FPI, obstacles, institutions financières, microfinance.

Abstract

Financing is a key lever for the development of small and medium-sized industries (SMIs), particularly in developing economies such as that of the Democratic Republic of Congo. These enterprises, although they generate employment and wealth, face significant difficulties in accessing credit due to low levels of formalization, limited collateral, and a poorly adapted financial environment. Our qualitative study, conducted in Lubumbashi, is based on interviews and content analysis using the TROPES software to identify the determinants of SMI financing by public institutions, particularly the Industrial Promotion Fund (FPI). The results reveal a very low financing rate (an average of 30% between 2018 and 2022) and a predominant reliance on informal sources. The banks' perception of risk, the lack of analytical tools adapted to microenterprises, and the weak involvement of formal institutions are the main obstacles. This work highlights the need to rethink public financing policies to provide better support for SMIs.

Keywords : Financing, SMI, Lubumbashi, FPI, obstacles, financial institutions, microfinance.

0. Introduction

Le financement est l'opération par laquelle un acteur met à disposition les ressources monétaires nécessaires à la réalisation d'un projet. Depuis plusieurs années, les petites et moyennes industries (PMI) se multiplient dans les économies en développement. Elles constituent les principales pourvoyeuses d'emplois et de revenus, notamment dans un contexte marqué par la crise économique et les ajustements structurels. À ce titre, elles suscitent l'intérêt des chercheurs et des décideurs politiques.

Leur mode de fonctionnement, influencé par des facteurs économiques et sociologiques imbriqués, est souvent analysé de manière descriptive et au cas par cas. Il manque un cadre explicatif structuré permettant aux décideurs de mieux appréhender les dynamiques des PMI. Un tel schéma d'analyse généralisé offrirait une base moins intuitive et plus rationnelle pour orienter les politiques économiques, améliorant ainsi leur impact (Marniesse, 2000).

L'environnement dans lequel évoluent ces PMI est devenu hautement compétitif, nécessitant une attention particulière pour assurer leur promotion et leur développement. Dans cet écosystème instable, les entreprises doivent innover, soit en concevant de nouveaux produits, soit en modifiant ceux existants afin de répondre aux attentes, y compris les besoins latents des clients. Elles doivent également investir dans de nouveaux sites de production pour élargir leurs activités. Cette situation pousse les entrepreneurs à rechercher des financements adaptés à la mise en œuvre de leurs projets. Or, l'absence de financement adéquat conduit souvent à l'abandon de nombreuses idées prometteuses, freinant ainsi la croissance économique potentielle.

L'accès au financement demeure un obstacle majeur au développement et à l'expansion des PMI. Les banques commerciales, bien qu'elles disposent des fonds nécessaires, privilégient les grandes entreprises, qui restent minoritaires dans la ville de Lubumbashi. L'accès aux ressources financières s'est durci, constituant un frein à la croissance des PMI. Une grande partie du financement de ces entreprises provient ainsi de fonds propres générés en interne, d'emprunts familiaux ou amicaux, ainsi que de sources informelles telles que les prêteurs sur gage. Les contributions des banques, du Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) et d'autres institutions financières formelles restent marginales (CCI, 2009).

Les banques perçoivent les PMI comme un segment à risque en raison de plusieurs facteurs : un faible niveau de formalisation, l'absence d'états financiers fiables, l'incapacité à offrir des garanties bancaires (notamment hypothécaires), ainsi que la faiblesse des montants demandés, qui entraînent des coûts de transaction élevés. Par ailleurs, les institutions financières manquent souvent d'outils d'analyse adaptés aux micro-entreprises, ce qui aggrave la situation.

L'analyse des données révèle que la majorité des PMI de Lubumbashi sont confrontées à des difficultés financières et à un accès limité au crédit. Entre 2018 et 2022, sur un total de 994 PMI analysées, seules 305 ont obtenu un financement, tandis que 689

ont été rejetées. Les taux de financement se répartissent comme suit : - 2018 : 45 % ; - 2019 : 34 % ; - 2020 : 33 % ; - 2021 : 11 % ; - 2022 : 12 %

Ces chiffres, détaillés dans le tableau 1, illustrent la difficulté persistante des PMI à mobiliser des ressources financières nécessaires à leur expansion et à leur pérennité.

Tableau 3 : Financement des petites et moyennes industries

ANNEE	Nombre de PMI ayant sollicité le financement	Nombre de PMI financées	Nombre de PMI non financées	Nombre de PMI financées en %
2018	233	107	126	45,92%
2019	252	86	166	34,12%
2020	236	80	156	33,89%
2021	176	20	156	11,36%
2022	97	12	85	12,37%
TOTAL	**994**	**305**	**689**	

Source : Direction du portefeuille FPI.

Ce tableau nous ressort le nombre des PMI ayant sollicitées un financement, celles ayant reçu le financement et celles n'ayant pas reçu. Fort est de constater que sur toute la période sous étude, soit de 2018 à 2022, le nombre des PMI ayant obtenu un financement auprès de FPI est demeuré décroissant avec un taux moyen égal à 30%. Ceci nous pousse à poser la question de de savoir : *Pourquoi cette faible portion des PMI à avoir accès au financement auprès de FPI ?*

En effet, plusieurs auteurs se sont intéressés à la problématique que nous explorons dans le cadre de cet article. Parmi ces auteurs, nous pouvons citer Zahraoui (2007). Ce dernier souligne que la microfinance, appelée aussi finance solidaire, est « *un système de finance qui augmente la capacité d'un groupe particulier de personnes à coopérer et à agir ensemble pour venir à bout du problème d'exclusion du système financier existant (traditionnel) et parvenir à un développement durable et équitable* ». La microfinance concerne donc le financement d'activités économiques qualifiées de « *solidaires* », c'est-à-dire le plus souvent d'entreprises dites « solidaires », qui, en même temps que leur activité économique, produisent de « *l'intérêt général* » (par exemple la réinsertion de personnes en difficulté, de territoires marginalisés…).

De son côté, Falcoucci (2012) note que la microfinance, de manière générale, est une aide destinée aux personnes en situation de marginalisation financière ou encore d'exclusion financière, c'est-à-dire tout individu qui « *ne peut plus normalement vivre dans la société qui est la sienne parce qu'il subit un fort handicap de l'accès à l'usage de certains moyens de paiement ou de règlement, à certaines formes de prêts et de financement, aux moyens de préserver son épargne et de répartir dans le temps ses revenus et ses dépenses, comme dans la possibilité de s'assurer contre les risques touchant sa propre existence et ses biens ou dans celle de transférer des fonds ou revenus* ».

Quant à Jeannin et Sangaré (2007), ils soulignent que trois générations sont identifiables dans les études consacrées à l'estimation des effets de la microfinance, chacune étant orientée méthodiquement par les questions pertinentes de l'époque. La première génération, constituée des premières études apparues vers le milieu des années 1990, s'intéressait plus au fonctionnement des IMF qu'aux impacts sur les clients, qui n'étaient appréhendés que sous l'aspect économique ; la deuxième génération (après les années 1990) est constituée d'études de plus en plus nombreuses qui s'intéressaient à l'impact de la microfinance sur la pauvreté ; et la troisième, qui s'étend du début des années 2000 à nos jours, prône une approche globale, c'est-à-dire combinant les deux premières.

Par ailleurs, Natangu Menda Freddy (2009), dans son étude sur l'accès des PME au financement bancaire en République démocratique du Congo, conclut que les petites et moyennes entreprises souffrent d'un accès limité au financement, ce qui contraint leur développement ultérieur. Il précise que l'autofinancement et les crédits informels restent les principales sources de financement des petites et moyennes entreprises. Ces mécanismes sont cependant faibles, peu prévisibles, limités et ne garantissent de ce fait pas l'épanouissement de ces entreprises, notamment à cause des montants modérés et des échéances de remboursement très courtes.

Considérant ces études antérieures, notons que notre particularité réside au niveau méthodologique, car cette étude est qualitative. Ainsi, nous cherchons à identifier les facteurs déterminants du financement des PMI par les établissements publics, en nous focalisant sur le cas de la FPI.

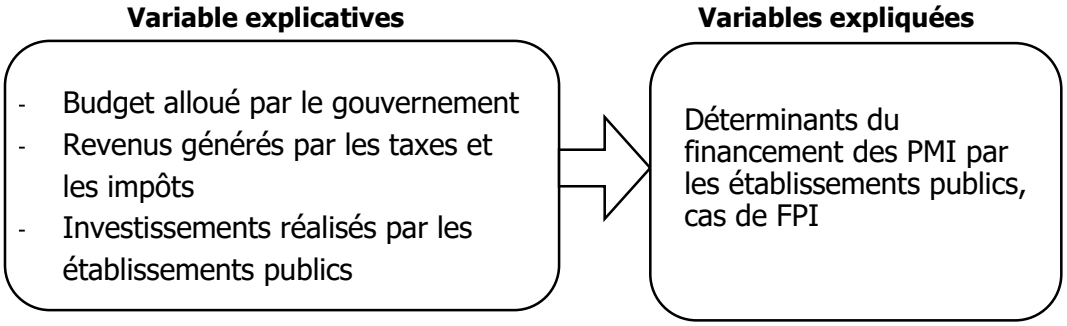
Au vu de ce qui précède, notre problématique répond à la question : où se situe le problème ? Pourquoi cette recherche est-elle intéressante ? Il s'agit donc d'un ensemble de questions dont les liens démontrent la pertinence de la recherche proposée du point de vue social. C'est ce que l'on appelle la problématisation (Sem & Cornet, 2018).

Dans notre cas, nous avons constaté que la plupart des PMI dans la ville de Lubumbashi sont confrontées à des difficultés financières et à un accès limité au financement. Cette observation nous amène à nous interroger : quels sont les déterminants du financement des PMI par les établissements publics, cas de la FPI ?

Face aux questions soulevées, nous formulons les hypothèses suivantes : le financement des petites et moyennes entreprises (PME) par les établissements publics est déterminé par plusieurs facteurs, notamment le budget alloué par le gouvernement, les revenus générés par les taxes et les impôts, ainsi que les investissements réalisés par ces établissements. Ces facteurs varient selon le pays et le système de financement spécifique en vigueur.

Par ailleurs, voici de manière schématique comment s'expriment nos variables analysées :

Figure 16 : Modèle explicatif



Source : La littérature

1. Méthodologie

Dans le cadre de notre étude, nous avons recours à l'approche qualitative. Celle-ci exige que le chercheur parte d'une situation concrète comportant un phénomène particulier qu'il ambitionne de comprendre, et non de démontrer. Ainsi, les données recueillies dans ce type de recherche se caractérisent par une grande richesse (Sem et Cornet, 2018). L'emploi de cette approche est justifié, car cette étude a pour objectif d'expliquer les déterminants du financement des PMI par les établissements publics, cas de la FPI.

En effet, pour concrétiser notre étude, nous avons fait appel aux techniques suivantes :

- **Technique d'entretien**

Cette technique d'entretien nous a été utile dans cette étude, car elle nous a permis de collecter des données auprès de notre population d'étude afin d'obtenir des informations précises sur les déterminants du financement des PMI par les établissements publics, cas de la FPI.

- **Méthode d'analyse de contenu**

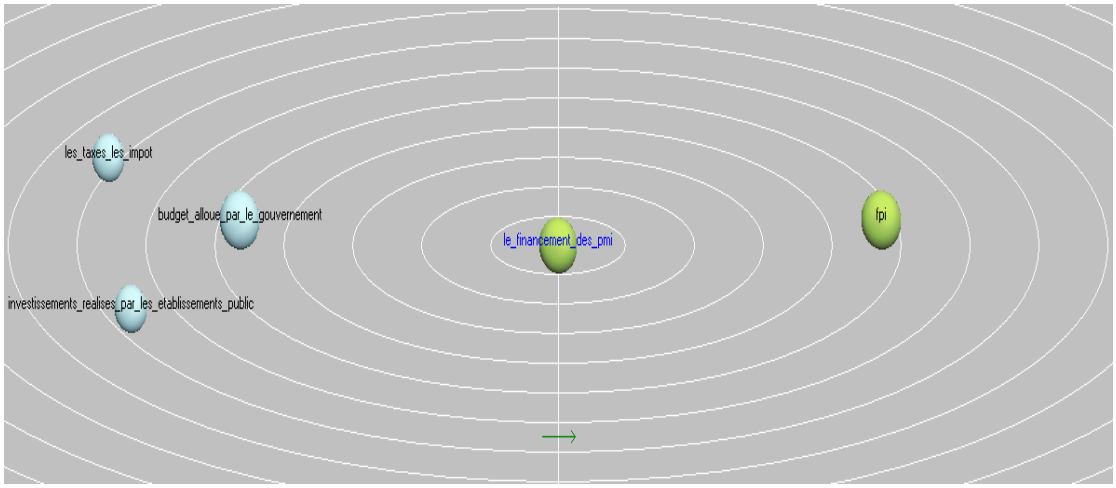
Cette méthode d'analyse nous a permis, dans notre travail, de rassembler tous les entretiens réalisés lors de la collecte des données et de les classer par thèmes, afin d'identifier les éléments récurrents. Ceci a été fait à l'aide du logiciel TROPES.

2. Résultats

2.1. Graphe-Aires

Sur ce graphe, chaque référence est représentée par une sphère dont la surface est proportionnelle au nombre de mots qu'elle contient. La distance entre la classe centrale et les autres références est proportionnelle au nombre de relations qui les lient : autrement dit, lorsque deux références sont proches, elles partagent de nombreuses relations, et lorsqu'elles sont éloignées, elles en partagent peu.

Figure 17 : Graphe-Aires



Source : TROPES

Sur la base de ce graphe, on peut observer que le budget alloué par le gouvernement est beaucoup plus proche de la variable déterminante du financement des PMI par les établissements publics, cas de la FPI. De plus, c'est cette occurrence qui s'est le plus répétée dans le texte. Cela signifie que, parmi les variables indépendantes de notre étude, le budget alloué par le gouvernement est le facteur le plus déterminant du financement des PMI par les établissements publics, en l'occurrence la FPI.

2.2. Graphes des acteurs

Le graphe des acteurs représente la concentration des relations entre les principaux acteurs (actants/actés) sur l'ensemble du texte. Il permet une comparaison visuelle du « poids » des relations entre les principales références (ou entre les groupes du scénario).

Les références sont présentées selon deux axes :

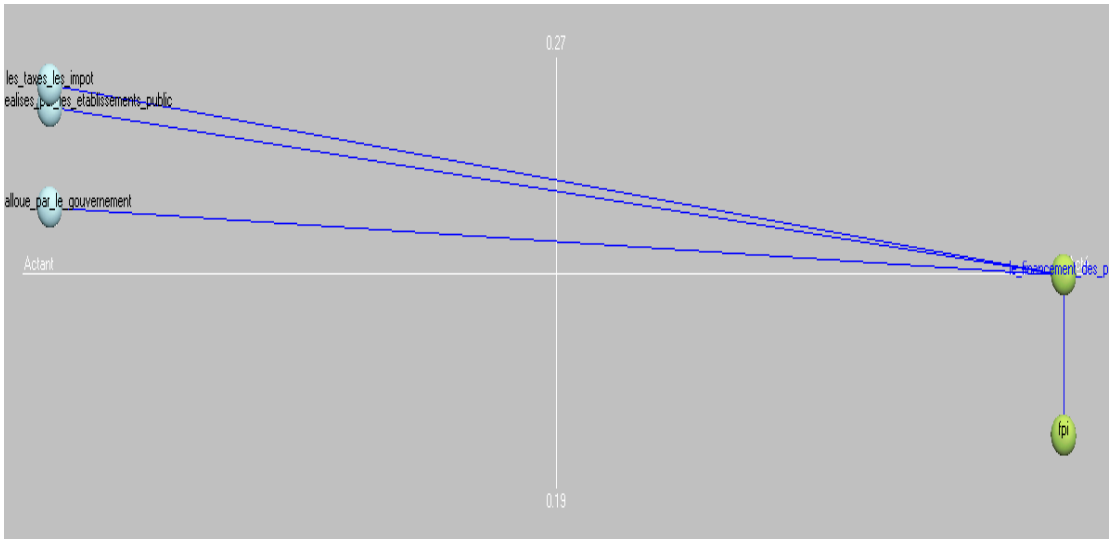
- L'axe des X (horizontal) indique le taux actant/acté (de gauche à droite) ;
- L'axe des Y (vertical) indique la concentration des relations pour chaque référence affichée (forte en haut du graphe, faible en bas).

La concentration des relations est calculée en divisant, pour chaque référence, le nombre total de relations (R) par le nombre de relations différentes (D). Cette valeur est pondérée.

Les traits indiquent les relations entre la référence sélectionnée et les autres références affichées. Un trait en pointillé signale une relation peu fréquente, tandis qu'un trait plein indique une relation fréquente.

En survolant une référence avec la souris, un deuxième réseau de relations s'affiche. Un clic sur le fond du graphe permet d'afficher toutes les relations.

Figure 18 : Graphe acteur



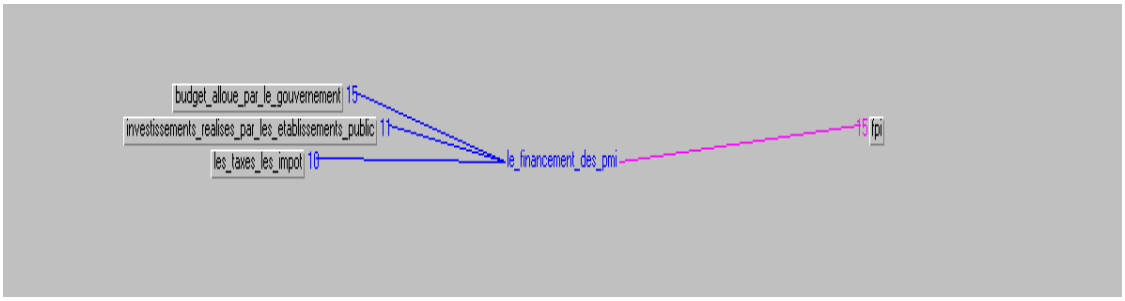
Source : TROPES

Sur la base de ce graphe, nous pouvons observer que la concentration des relations porte sur la variable « budget alloué par le gouvernement », qui contient le plus grand nombre d'occurrences dans notre corpus.

2.3. Graphe étoilé

Le graphe étoilé affiche les relatiomots et les classes d'équivalents. Les nombres qui apparaissent sur le graphe indiquent la quantité de relations (fréquence de cooccurrences) existant entre les éléments affichés.

Figure 19 : Graphe étoilé



Source : Nous-mêmes sur base des données des entretiens, au moyen de l'outil TROPES

Ce graphe nous permet d'analyser et de comprendre les relations existantes entre notre variable expliquée, à savoir les déterminants du financement des PMI par les établissements publics (cas de la FPI), et les variables explicatives.

Il ressort de ce graphe que la variable « budget alloué par le gouvernement » a le plus d'impact sur les déterminants du financement des PMI par les établissements publics,

suivie de la variable « investissements réalisés par les établissements publics », puis des « revenus générés par les taxes et les impôts ».

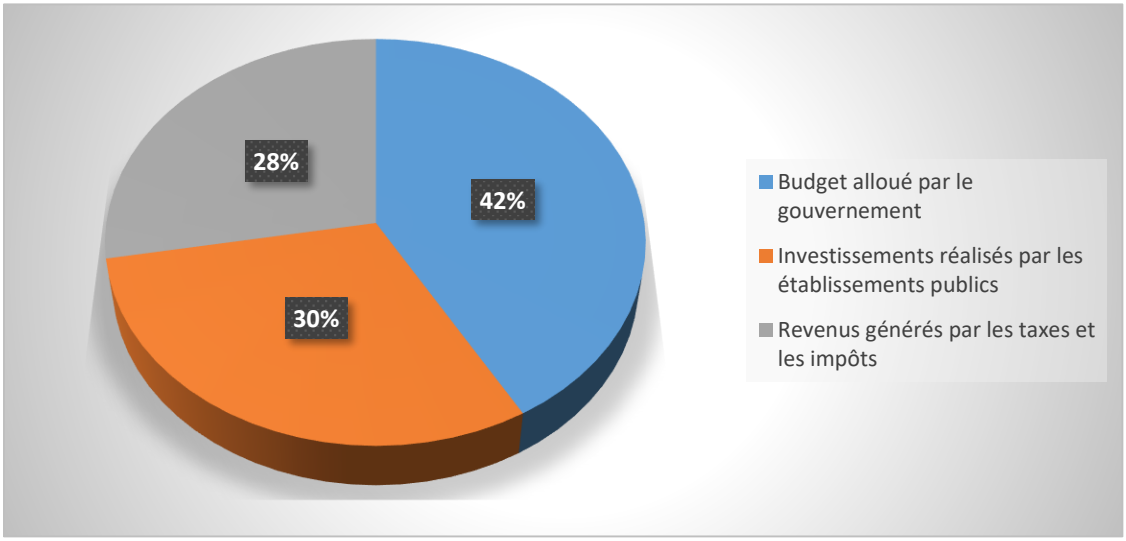
Tableau 4 : Proportions des variables

Variables	Effectifs	Proportion en %
Budget alloué par le gouvernement	15	42%
Investissements réalisés par les établissements publics	11	31%
Revenus générés par les taxes et les impôts	10	28%
Total	36	100%

Source : nous-mêmes à partir du graphe étoilé

Le principal déterminant du financement des PMI par les établissements publics, dans le cas de la FPI, est le budget alloué par le gouvernement.

Figure 20 : Proportions des variables



Source : nous-mêmes à partir du tableau 2

·Budget alloué par le gouvernement (42 %) : Il s'agit du facteur le plus important dans la détermination du financement des PMI par le FPI.

· Investissements réalisés par les établissements publics (31 %) : Ce facteur exerce également un impact significatif sur les déterminants du financement des PMI par le FPI.

· Revenus générés par les taxes et les impôts (28 %) : D'après nos enquêtes, ce facteur arrive en dernière position parmi les déterminants du financement des PMI par les établissements publics, notamment dans le cas du FPI.

3. Discussion

La discussion des résultats de notre étude met en lumière les défis structurels auxquels font face les petites et moyennes industries (PMI) à Lubumbashi dans leur quête de financement, particulièrement auprès des établissements publics comme le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI). L'analyse des données collectées entre 2018 et 2022 montre une tendance décroissante inquiétante du taux de financement, passant de près de 46 % en 2018 à environ 12 % en 2022. Cette dynamique traduit un désengagement progressif du FPI ou, à tout le moins, une baisse de sa capacité à soutenir ces entités industrielles pourtant cruciales pour la vitalité économique locale.

Ces résultats confirment les observations de plusieurs chercheurs qui ont souligné la difficulté d'accès au crédit pour les petites structures productives. Le manque de garanties bancaires, l'informalité persistante, et l'absence d'états financiers fiables rendent les PMI peu attrayantes aux yeux des établissements financiers traditionnels. De plus, la taille réduite des crédits sollicités engendre des coûts de traitement disproportionnés pour les banques, ce qui renforce leur réticence. Cette situation est encore plus critique lorsqu'on considère que les sources alternatives, comme les fonds propres ou les emprunts familiaux, ne permettent pas de soutenir des projets industriels à grande échelle.

Le recours aux techniques qualitatives de notre étude a permis de mieux cerner les perceptions et les attentes des acteurs économiques sur le terrain. Les entretiens révèlent que les responsables de PMI perçoivent le FPI comme une structure souvent inaccessible, bureaucratique, voire politisée. Ils soulignent également un manque de transparence dans les critères d'octroi des fonds et une inadéquation entre les produits financiers proposés et les besoins réels des PMI. Ce fossé institutionnel empêche une réelle appropriation des instruments publics de soutien, ce qui réduit leur efficacité, malgré les objectifs de développement affichés par l'État.

Comparativement à d'autres expériences de financement solidaire, telles que celles étudiées par Zahraoui (2007) ou Falcoucci (2012), la RDC reste encore loin d'un modèle inclusif de microfinance capable de compenser les défaillances du système bancaire classique. L'approche communautaire et solidaire de la microfinance, bien que marginalement présente à Lubumbashi, n'a pas encore été intégrée dans une stratégie de développement industriel à grande échelle. Pourtant, les expériences internationales montrent que des solutions mixtes (public-privé, formel-informel) peuvent offrir des réponses durables au financement des petites industries, surtout dans les contextes post-ajustement structurel comme celui de la RDC.

Les résultats obtenus appellent à une refonte des politiques publiques de financement industriel, à travers une meilleure articulation entre les besoins spécifiques des PMI et les instruments de soutien disponibles. Il devient indispensable de développer des dispositifs de financement hybrides, souples, et adaptés, tout en renforçant la transparence, l'accompagnement technique, et l'accès à l'information. Une telle démarche ne peut être conduite efficacement qu'avec l'appui de données fiables et de diagnostics participatifs, condition essentielle pour bâtir une politique industrielle inclusive et durable.

4. Conclusion

L'analyse menée dans notre étude met en lumière l'ampleur des difficultés auxquelles les petites et moyennes industries (PMI) de Lubumbashi sont confrontées pour accéder au financement, en particulier auprès des établissements publics tels que le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI). Malgré leur rôle dans la création d'emplois et le dynamisme économique local, ces entreprises restent marginalisées par les circuits financiers classiques, notamment en raison de leur faible niveau de formalisation, du manque de garanties bancaires et de la méfiance persistante des institutions financières.

Le recours à une méthodologie qualitative, centrée sur des entretiens approfondis et une analyse de contenu thématique, a permis de dégager des facteurs déterminants du financement qui ne se limitent pas aux critères économiques, mais incluent également des considérations institutionnelles, structurelles et sociopolitiques. En définitive, cette étude souligne la nécessité d'un cadre explicatif plus cohérent et adapté pour repenser les mécanismes d'appui public aux PMI, en vue de renforcer leur accès au crédit et de soutenir durablement leur développement. Les résultats obtenus ouvrent ainsi des perspectives pour une réforme ciblée des dispositifs de financement, fondée sur une meilleure compréhension des réalités locales et des spécificités du tissu industriel congolais.

5. Bibliographie

André, P. (2000*). Financement par endettement*. Récupéré sur www.mataf.net

Ang, c. e. (2000). Agency costs and ownership structure. *journal of finance*.

BAD. (2009). *L'amelioration de l'acces au financement des petites et moyennes entreprises.* Kinsasha.

Bancel. (1995). *la gouvernance des entreprises.* Economica.

BIR, M. A. (2013). *la mesure des couts d'agence chez les PME manufacturières dynamiques: L'Influence du financement par capital de risque.* Quebec.

Boris F Blumberg, e. W. (2008). Business starters and credit rationing. *small business economics*.

Bouyacoub. (2000). *L'entreprise et financement bancaire.* Casbah.

CCI, C. (2009). *Accès à la fiinance.* Genève.

CCI, c. (2009). A*ccès a la finance.* Genève.

CCI, c. (2019). *Promouvoir la competitivité des PME en afrique francophone.* geneve.

Chekili, e. S. (1995). *La dimension bancaire et economique: facteur d'efficacité de l'entreprise en Afrique centrale.*

Daskou, M. (2017). Rationnement du credit et structure financiere des PME en france. *3èmes journées economiques et financiere.*

Falcoucci, C. (2012). La microfinance et la lutte contre l'exclusion financière. Paris : L'Harmattan.

MARNIESSE, S. (2000). Approche théorique de la dynamique des microentreprises dans les pays en développement. 11-34

OCDE. (2007, février). *Le financement des PME.*

Sem et Cornet. (2018). *Méthodes de recherche en Sciences économiques et de Gestion.* Lubumbashi : Unilu-Print.

Vrenimmen. (2000). *Théorie et pratique de la finance : France entreprise.* Paris : Dalloz.

Webb, D. d. (1999). Wealth, entreprise and credit policy. *The economic journal*.

Yumgue. (2007). *Contribution a la connaissance des specificités et des pratiques de financement de l'entreprise familiale africaine: une etude empirique sur un echantillon de PMI familiales non cotées au cameroun.*

Zahraoui, A. (2007). La microfinance : un levier de lutte contre l'exclusion. Revue marocaine de développement économique, 3(1), 17-29.



PARTENAIRES ET RESEAUX

ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER

CAIRN.INFO CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

diliCOM LE RÉSEAU DU LIVRE

BDL Banque du Livre asbl

doi Crossref Content Registration

MEDIATHEQUE DÉPARTEMENTALE du Gers

MOUVEMENT LAUDATO SI' Catholiques pour notre maison commune

parcours formation

MOOC Gestion de Projet

MAXITY

CS4ME CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

UOC UNIVERSITE VIRTUELLE DU CONGO

10.000 {CODEURS} 2015-2025

JEUNESSE AFRICAINE POUR L'ENVIRONNEMENT

UNITED FOR HUMAN RIGHTS

Youth for Human Rights International

AGAPE asbl Amour sans condition et sans limite

RESEAU ELIKYA

FORUM INTERNATIONAL de GOMA pour la RESOLUTION des CONFLITS

COPAS

REVUE PLURIDISCIPLINAIRE AFRICAINE DE L'ENVIRONNEMENT

AS

AGOS EFFICACITÉ SOLIDARITÉ PAIX

IJAS

Scopalto ACADEMIA

Editions Lumumba, un nouvel élan de l'édition africaine

10, avenue de la Moto x boulevard Ms'iri, Quartier Gambela, commune de Lubumbashi, ville de Lubumbashi, République démocratique du Congo
Tél. : 00243 90 433 70 19
contact@editionslumumba.com
www.editionslumumba.com

Imprimé en République démocratique du Congo

©Edition Lumumba, avril 2025

Afrindala Group
« New African Generation »
www.afrindalagroup.com

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse (APANAEFJ)
Courriel : info@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org

Siège : 10, Avenue de la Moto croisement Boulevard M'siri, Ville de Lubumbashi, RD Congo

APANAEFJ

REVUE PANAFRICAINE DE LA JEUNESSE

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Publiée par les Editions Lumumba
Avec le soutien
d'Afriscience

&

Association Panafricaine pour l'Encadrement et
la Formation de la Jeunesse
(APANAEFJ)

Courriel : rpj@afriscience.org
Site web : www.afriscience.org
Tél. (+243) 973738975
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo